

DANS SES NOUVEAUX RAPPORTS, LE BIE POINTE LES CAUSES DES DÉFAILLANCES

Les raisons du fiasco argentin

Dans les derniers jours de 2001, en dépit d'une aide exceptionnelle du FMI, l'économie argentine a implosé : le gouvernement a cessé d'honorer sa dette et a abandonné la parité peso/dollar EU en vigueur depuis 1991.

Pendant la majeure partie des années 90, la réussite de l'Argentine avait été montrée en exemple, notamment par le FMI. Que s'est-il passé et quelles leçons le FMI peut-il tirer de son expérience? Tel est l'objet d'un récent rapport du Bureau indépendant d'évaluation (BIE). Il va sans dire, c'est avant tout aux autorités nationales qu'incombe la responsabilité du choix des politiques, et la crise argentine est essentiellement imputable au fait que les responsables n'ont pas pris à temps les mesures correctives nécessaires. Cependant, le rapport indique que le FMI a commis l'erreur de soutenir trop longtemps des politiques ne permettant pas de préserver la viabilité de la parité.

Avant la crise, d'après le rapport, le FMI a correctement centré sa surveillance, mais a sous-estimé l'accumulation de la dette publique en dollars et les effets de l'essoufflement des réformes de la fiscalité et du marché du travail. En 2001, le FMI a engagé un total de ressources égal à 22 milliards de dollars et, conjugué à un ajustement vigoureux des politiques, ce soutien avait au début des chances de redresser la situation. Cependant, les décaissements ultérieurs sont venus à l'appui de politiques qui étaient fondamentalement peu efficaces face à la crise. Les obstacles politiques se sont révélés considérables, mais le FMI, de son côté, n'a pas su mettre à profit les relations nouées avec le pays sur la base du programme. S'il avait modifié plus tôt sa stratégie, il aurait pu atténuer certains des coûts inévitables de l'abandon de la parité. Cela ne s'est pas produit, car le plan de secours et l'analyse des risques étaient inadéquats.

Que faire pour éviter une autre Argentine? Le BIE a recommandé notamment que le FMI adopte une stratégie de secours dès le début de la crise, notamment des règles de limite des pertes — critères qui aideraient le FMI à déterminer si la stratégie initiale fonctionne bien et si l'approche doit être modifiée en cours de route. Il a également recommandé que le Conseil d'administration du FMI soit doté de plus grands pouvoirs et dispose de meilleures informations pour prendre ses décisions. Pour cela, les pays membres, en particulier ceux qui ont les quotes-parts et le nombre de voix les plus élevés, doivent étayer son rôle de première instance décisionnelle.



Ruée des déposants sur une banque (2002) en protestation contre le gel de l'épargne.

DSRP : un bilan décevant

En 1999, le FMI et la Banque mondiale ont adopté une nouvelle approche dans leurs travaux avec les pays à faible revenu pour favoriser une plus grande internalisation des politiques, mettre davantage l'accent sur la réduction de la pauvreté et améliorer la collaboration entre eux et, de façon plus générale, entre tous les partenaires au développement. De nouveaux instruments ont été créés à cet effet : les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP), élaborés par les pays eux-mêmes, la facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC), qui a remplacé la facilité d'ajustement structurel renforcée (FASR) pour l'octroi de prêts concessionnels, et le crédit à l'appui de la réduction de la pauvreté, instrument de la Banque mondiale.

Quels sont les résultats de cette approche? Dans un rapport récent, le BIE analyse l'expérience des pays qui avaient achevé leur DSRP fin 2002 et étudie en profondeur le cas de la Guinée, du Mozambique, du Nicaragua, du Tadjikistan, de la Tanzanie et du Vietnam. Il conclut que, bien qu'ils aient pas mal de potentiel, les DSRP n'ont pas suffisamment le caractère d'une feuille de route stratégique pour servir à la prise de décision. Aussi la réalité n'a-t-elle pas été, jusqu'à ce jour, à la mesure des attentes. Quant aux programmes FRPC, ils ont été réorientés dans la bonne voie, mais ils sont encore loin d'être tout à fait intégrés dans une stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté élaborée par le pays lui-même. Parmi d'autres changements, le BIE appelle à assouplir le mode d'élaboration des DSRP pour tenir compte de la diversité des systèmes et contraintes politiques et administratifs des pays membres. Pour de plus amples détails, voir www.imf.org/ieo.

IL Y A 30 ANS DANS F&D

«Pendant les années 50 au moins, et peut-être encore après, les principales décisions concernant les relations économiques internationales étaient prises par un nombre relativement restreint de pays. Au cours des dix dernières années, ces décisions ont été prises, pour la plupart, à l'issue de conférences entre les dix principales puissances industrielles. À mesure que le temps passait, les pays en développement, eux aussi, ont fini par participer pleinement aux décisions, et une attention de plus en plus grande a été accordée aux conséquences que toutes les relations économiques internationales pouvaient avoir sur ces pays.»

Margaret G. de Vries
Historienne du FMI, 1973-87, *F&D*, septembre 1974

ÉVÉNEMENTS PRÉVUS EN 2004**20 septembre, New York**

Lutte contre la faim et la pauvreté — Réunion des leaders mondiaux

2-3 octobre, Washington

Assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale

4-5 novembre, Washington

Conférence annuelle du Département des études (FMI)

18 novembre, New York

Lancement de l'année du microcrédit 2005 (ONU)

20-21 novembre, Santiago, Chili

Sommet économique de la Coopération économique Asie-Pacifique

5-7 décembre, New Delhi, Inde

Forum économique mondial (Inde)